Répercussions sur les communautés chi'ites dans le monde

D'autres condamnations de l'exécution du dignitaire religieux et de ses compagnons chi'ites ont été formulées par certains leaders chi'ites hors d'Iran, quand bien même nombre d'entre eux n'entretiennent pas de relations d'allégeance à l'égard du clergé de Téhéran.

En Irak, la plus haute autorité chi'ite du pays, l'ayatollah Ali Al Sistani s'est insurgé contre le «versement du sang pur» de Nimr. Tandis que Moqtada Al Sadr a appelé la population à «manifester sa colère» contre le régime saoudien.

Plus récemment, la bousculade meurtrière du pèlerinage de septembre 2015 a coûté la vie à plus de 2 200 pèlerins dont 400 Iraniens. Le seul pays à avoir fermement protesté et montré du doigt les autorités saoudiennes pour leur responsabilité directe dans ce drame a été l'Iran. La protestation iranienne est fondée sur le souhait non dit de nombreux musulmans pays de voir la gestion des lieux saints de l'Islam confiée à une entité collective au lieu d'être exclusivement saoudienne, comme c'est le cas aujourd'hui.

Aussi, des milliers de ses partisans ont manifesté et demandé la rupture des relations diplomatiques avec l'Arabie Saoudite. Par ailleurs, Khalaf Abdelssamad, chef du bloc parlementaire du parti Al Dawa du Premier ministre, a appelé le gouvernement à fermer l'ambassade saoudienne qui venait de rouvrir le 15 décembre 2015 seulement, soit 25 ans après sa fermeture à la suite de l'invasion irakienne du Koweït.Au Yémen, la rébellion houthie a annoncé porter le deuil d'un «guerrier saint exécuté après une parodie de procès».

De son côté, le Hezbollah libanais a condamné un «crime haineux perpétré sur la base de fausses allégations, de lois corrompues et d'une logique pervertie qui n'a rien à voir avec la justice».Son secrétaire général Hassan Nasrallah a déclaré que «le sang du cheikh Nimr poursuivra les Saoud dans ce monde et dans l'au-delà» et que le martyre de Nimr «dévoilait le vrai visage de l'Arabie Saoudite, un visage despotique, criminel et terroriste».

Cette déclaration a poussé Rafik Al Hariri, le leader sunnite libanais proche de Riyad, à réagir en soulignant que l'attitude de Nasrallah «décrit en fait le comportement du régime iranien et son projet expansionniste au détriment des Arabes, de leurs Etats et de leurs sociétés». Le clivage politique entre chi'ites et sunnites libanais s'élargit à cause de la crise entre Ryadh et Téhéran, au moment où le pays est en proie à l'instabilité institutionnelle et qu'il subit de plein fouet les retombées de la crise syrienne.

Rappelons aussi que parmi les sunnites condamnés à mort exécutés figurait Farès Al Shuwail Al Zahrani, théoricien de la branche saoudienne d'Al Qaida, arrêté en 2004. Son exécution avec ses compagnons a fait réagir Ayman Al Zawahiri qui, dans un message audio mis en ligne sur internet, a appelé ses disciples à s'attaquer aux «intérêts de la coalition croisée-sioniste à chaque fois que c'est possible», ajoutant que «les Al Saoud seront davantage touchés si vous frappez leurs maîtres».

Il a lancé un appel aux Saoudiens pour qu'ils renversent le régime en leur demandant : «Le temps n'est-il pas venu de vous débarrasser de ce régime pourri ?»

Les manifestations hostiles au régime saoudien se sont étendus jusqu'au Pakistan et au Cachemire pakistanais.

La solidarité arabe sunnite

Dans le camp sunnite, d'une manière générale, les autorités saoudiennes peuvent se féliciter de la solidarité arabe gouvernementale qu'elle émane des Etats ou des organisations régionales arabes.

C'est ainsi que dès l'annonce par l'Arabie Saoudite de la rupture de ses relations diplomatiques avec l'Iran, le 3 janvier 2016, le royaume de Bahreïn avait dénoncé «l'immixtion iranienne croissante et dangereuse dans les affaires des pays arabes» et annoncé la rupture des relations avec l'Iran. Néanmoins, des manifestations hostiles au régime bahreïni et aux Saoud ont eu lieu dans ce petit pays entraînant des accrochages avec les forces de l'ordre.

Pour leur part, les Emirats arabes unis, un des principaux alliés de Riyad dans la région, ont exprimé, par la voix de leur ministre des Affaires étrangères, leur «soutien total aux mesures prises par l'Arabie Saoudite pour faire face au terrorisme et à l'extrémisme».

Mais ce pays entretient d'intenses relations commerciales avec l'Iran, surtout à partir de l'émirat de Dubaï, et abrite une importante et dynamique communauté iranienne. Aussi, ils ont condamné l'attaque contre l'ambassade saoudienne mais décidé seulement de réduire le personnel de l'ambassade au niveau de chargé d'affaires, sans rompre les relations avec l'Iran. Le Koweït a rappelé son ambassadeur et Oman et Qatar se sont limités à condamner les attaques contre l'ambassade et le consulat saoudiens en Iran. Comme on peut le constater, la fermeté de Riyad à l'égard de Téhéran est loin de faire l'unanimité au sein même du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Mais c'est du lointain Soudan qu'est venue la surprise. En effet, ce pays a tout de suite annoncé sa décision de rompre les relations diplomatiques avec l'Iran, dans la précipitation et sans raison apparente.

La note discordante est venue d'Irak dont le Premier ministre Haidar Al Abadi a fait part du choc ressenti à l'exécution de Nimr et ses compagnons et mis en garde Riyad contre les retombées de sa politique sur la région.

Au niveau des organisations, le CCG a, dès samedi 2 janvier, déclaré son «soutien total» à l'Arabie Saoudite et brandit la menace de «prendre d'autres mesures contre l'Iran, si ce pays poursuivait ses agressions».

Le CCG étant fondamentalement acquis à la cause commune, c'est au niveau de la Ligue des Etats arabes que des voix discordantes pouvaient être entendues. Elles ont été exprimées par l'Irak et le Liban qui, pour des raisons différentes, ont fait part de leurs réserves au sujet du communiqué publié à l'issue d'une réunion extraordinaire du Conseil des ministres des Affaires étrangères arabes, tenu à la demande de l'Arabie Saoudite le 10 janvier 2016, au Caire.

Rappelons aussi que parmi les sunnites condamnés à mort exécutés figurait Farès Al Shuwail Al Zahrani, théoricien de la branche saoudienne d'Al Qaida, arrêté en 2004. Son exécution avec ses compagnons a fait réagir Ayman Al Zawahiri qui, dans un message audio mis en ligne sur internet, a appelé ses disciples à s'attaquer aux «intérêts de la coalition croisée-sioniste à chaque fois que c'est possible», ajoutant que «les Al Saoud seront davantage touchés si vous frappez leurs maîtres».

Que dit en substance ce communiqué ? D'abord, il exprime la «totale solidarité» des Etats membres avec l'Arabie Saoudite, «face aux actes hostiles et aux provocations de l'Iran». Ensuite, il condamne les «déclarations hostiles iraniennes» émises en réaction à «l'exécution de décisions de justice qui concernent un certain nombre de terroristes». Auparavant, le secrétaire général de la Ligue et non moins égyptien Nabil Al Arabi avait appelé les ministres arabes à «adopter une position commune, forte et claire, pour appeler l'Iran à cesser toute forme d'ingérence dans les affaires de la nation arabe».Parmi les Etats non membres du CCG acquis à la «cause saoudienne» figure le Maroc qui, par la voix de sa ministre déléguée aux Affaires étrangères et à la Coopération, M'barka Bouaida, considère l'Iran «seul responsable de la violation des conventions internationales en matière de protection des missions diplomatiques». Du côté de Rabat on déclare une chose et on fait son contraire. En effet, les autorités marocaines semblent amnésiques au sujet de la violation des locaux du consulat général d'Algérie par des manifestants déchaînés, en novembre 2013.

Alger réagit

Alger s'est exprimé sur le sujet en publiant un communiqué du ministère des Affaires étrangères le 4 janvier. Dans ce document, l'Algérie regrettait «profondément la dégradation des relations difficiles entre les deux pays frères en une crise ouverte» et lançait un appel aux «directions politiques des deux pays à la retenue afin d'éviter une dégradation accrue de la situation…». Par ailleurs, le communiqué soulignait «l'exigence du respect scrupuleux du principe de la protection de l'inviolabilité des représentations diplomatiques et consulaires, en tous lieux et en toutes circonstances». Le spectre de la violation des locaux du consulat général à Casablanca est toujours là, vivace.

Dans ce cadre, face à la montée crescendo de la puissance iranienne, Riyad a décidé d'aplanir ses contentieux avec d'autres pays sunnites, à l'image du Qatar. Pour sa part, la Turquie se montre aussi solidaire de la «grande famille» sunnite. Ryadh a aussi besoin de cette solidarité pour tenter d'atténuer les difficultés de l'opposition sunnite armée en Syrie et mener sa guerre au Yémen contre une rébellion chi'ite accusée d'être au service des intérêts iraniens.

M. Z.

(A suivre)

Publicité